

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin

Rennes, le 13/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COMMUNE DE PLENEUF VAL ANDRE

31 rue de l'Hôtel de Ville
BP 6
22370 Pléneuf-Val-André

Références : 2026.009
Code AIOT : 0005519744

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/12/2025 dans l'établissement COMMUNE DE PLENEUF VAL ANDRE implanté LA PRINCELLE 22370 Pléneuf-Val-André. L'inspection a été annoncée le 24/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été diligentée dans le cadre des suites de l'inspection du 28/03/2024 qui avait conduit à une mise en demeure de l'exploitant (arrêté préfectoral de mise en demeure du 11/07/2024).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COMMUNE DE PLENEUF VAL ANDRE
- LA PRINCELLE 22370 Pleneuf-Val-Andre
- Code AIOT : 0005519744
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de stockage de sédiments marins de la Princelle est soumis à autorisation au titre des rubriques 2760 et 3540 de la nomenclature des installations classées. Il dispose de 3 bassins de stockage.

Ses activités sont encadrées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12/12/2016 et l'arrêté ministériel du 15/02/2016.

Aucune admission de sédiment marin n'a été effectuée depuis 2020.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	rejets d'eau	Arrêté Préfectoral du 12/12/2016, article 9.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
3	surveillance des eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 25	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	surveillance piézométrique	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 15	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant, Levée de mise en demeure	2 mois
5	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 12/12/2016, article 6.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Plan d'action nationale relative aux PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	/	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Rejet eau	Arrêté Préfectoral du 12/12/2016, article 9-2	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Propreté	Arrêté Préfectoral du 12/12/2016, article 6.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
6	Rapport annuel d'activité	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 28	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
9	Lixiviat	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 13	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection s'est déroulée en deux temps : un premier temps sur le site de la Princelle en présence de messieurs SENN et MILLION puis un deuxième temps en salle seulement en présence de monsieur SENN.

Suite à cette visite, l'IIC (*) propose de lever la mise en demeure du 11/07/2024, l'exploitant ayant répondu aux demandes formulées en :

- présentant les 3 derniers rapports d'activités,
- réalisant les travaux de suppression de la végétation présente et en mettant en place un programme d'entretien régulier du site,
- mettant en place un nouveau piézomètre et en réalisant les travaux de protection et de repérage des têtes des piézomètres existants.

Cependant, le site n'ayant plus été utilisé depuis de nombreuses années et n'ayant plus vocation à recevoir de nouveaux sédiments, l'IIC demande à l'exploitant de se positionner sur le devenir de ce site.

(*) inspection des installations classées

2-4) Fiches de constats

N° 1 : rejets d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2016, article 9.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets d'eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 28/03/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 25/08/2024
Prescription contrôlée : <p>(...) Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets (...) Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes : Température : 30 °C pH : compris entre 5,5 et 8,5 (...) Référence du rejet vers le milieu récepteur : N°1 (eaux de ressuyage et lixiviats) Observation 2018-03: La mairie doit transmettre le rapport du bureau d'études CPE (Bédée) relatif au suivi des rejets aqueux de juin 2018 à l'inspection des installations classées</p>
Constats : <p>L'exploitant déclare qu'il est en attente des résultats de la dernière analyse. Cependant, aucun résultat n'a été saisi sur GIDAF. L'exploitant explique qu'il ne parvient pas à les saisir. Lors du passage en salle, l'IIC et l'exploitant ont visualisé l'accès aux masques de saisies GIDAF. L'exploitant doit maintenant être en mesure de saisir les résultats des analyses</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'IIC demande à l'exploitant : - de lui transmettre les rapports des 2 analyses réalisées en 2025, - saisir les résultats des analyses de l'année 2025 sur GIDAF, - que l'ensemble des prélèvements soit dorénavant réalisé au niveau du regard R3.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2016, article 6.4
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 11/10/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...) L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le 24 juillet 2024, la mairie de Pléneuf-Val-André a transmis un devis signé pour une intervention d'entretien de la végétation.</p> <p>Le 20 septembre 2024, la commune a indiqué avoir repris en régie la gestion des espaces verts sur l'ensemble du site (photo prouvant qu'un entretien de la végétation avait été réalisé). Elle a également fait part de son intention de mettre en place, à compter de 2025, une gestion par éco-pâturage.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, les animaux n'étaient pas présents sur le site. Néanmoins, les aménagements nécessaires à leur accueil ont été constatés (abris, enclos, cuve à eau). Des panneaux d'information indiquant les coordonnées du prestataire en charge de l'éco-pâturage sont présents au niveau des deux entrées du site. Le prestataire intervient tous les 2 à 3 jours afin de s'assurer du bon état de santé des animaux et de vérifier l'état des clôtures et des installations. En dehors de la période d'éco-pâturage (d'octobre à mars), l'entretien du site est réalisé en régie : deux fauches mécaniques uniquement au niveau des voies d'accès aux piézomètres.</p> <p>La clôture présente de nombreuses traces de réparations de fortune dont l'objectif premier est d'éviter que des animaux s'échappent.</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté que des géotextiles sont apparents et fortement dégradés. L'exploitant indique que ces détériorations ne sont pas liées à la présence des animaux mais plutôt à une usure liée au vieillissement des matériaux et aux conditions météorologiques. Toutefois, il a été observé sur le site la présence de morceaux de géotextiles arrachés. Cette situation pose un problème de propreté et de pollution potentielle du site.</p> <p>L'exploitant déclare qu'aucun sédiment n'a été réceptionné depuis plusieurs années. L'exploitant déclare que depuis quelques années, une autre solution a été trouvée pour la prise en charge des sédiments de dragage.</p> <p>L'IIC constate que le casier ne comporte pas de couverture finale malgré une fin d'exploitation de plus de 2 ans.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>L'inspection demande à l'exploitant de nettoyer le site des éléments de géotextiles présents et de lui transmettre une copie du Registre des entretiens réalisés sur le site.</p> <p>L'IIC demande à l'exploitant de faire le nécessaire pour réaliser la mise en place d'une couverture définitive des casiers contenant des sédiments et de se positionner vis-à-vis d'une fin d'exploitation du site.</p> <p>Post inspection l'exploitant a transmis, les fiches de suivi pour les contrôles et entretiens du site pour les années 2022, 2023 et 2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 25
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance des eaux souterraines
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 11/10/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise, en période de basses eaux et de hautes eaux, a minima tous les six mois, une analyse sur les paramètres définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - physico-chimiques suivants : pH, potentiel d'oxydo-réduction, résistivité, conductivité, métaux totaux (Pb + Cu + Cr + Ni + Mn + Cd + Hg + Fe + As + Zn + Sn), NO₂⁻, NO₃⁻, NH₄⁺, SO₄²⁻, NTK, Cl⁻, PO₄³⁻, K⁺, Ca²⁺, Mg, DCO, MES, COT, AOX, PCB, HAP, BTEX ; - paramètres biologiques : DBO₅ ; - paramètres bactériologiques : coliformes fécaux, coliformes totaux, streptocoques fécaux, salmonelles. <p>Les prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire agréé auprès du ministère chargé de l'environnement. Ce laboratoire est indépendant de l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les analyses des eaux souterraines ont bien été effectuées (vu lors de la visite) mais elles n'ont toutefois pas été saisies dans GIDAF.</p> <p>Les rapports d'analyses ont été transmis post inspection (prélèvement des 02/04/25 et 30/10/25).</p> <p>Les résultats ne révèlent pas de pollution souterraine.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant d'intégrer les analyses des eaux souterraines dans GIDAF.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Levée de mise en demeure, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : surveillance piézométrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance piézométrique
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 11/10/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La surveillance des eaux souterraines est opérée au moyen d'un réseau de piézomètres implantés en périphérie de l'installation. Ce réseau est constitué de puits de contrôle dont le nombre est fixé dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. Ce nombre ne doit pas être inférieur à trois et doit permettre de suivre les conditions hydrogéologiques du site. Au moins un de ces puits de contrôle est situé en amont hydraulique de l'installation de stockage et deux en aval. Dans tous les cas, les études hydrogéologiques précisent le nombre de puits de contrôle nécessaires. Les piézomètres sont réalisés conformément aux spécifications techniques prévues par la réglementation ou la norme française en vigueur relative à la réalisation d'un forage de contrôle de la qualité de l'eau souterraine au droit d'un site potentiellement pollué.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a été constaté qu'un troisième piézomètre avait été mis en place et référencé : piezo n°9. Les travaux ont été réalisés par une entreprise spécialisée. Le dossier technique d'installation a été présenté en salle. Son positionnement n'est toutefois pas justifié.</p> <p>Aucune trace du piézomètre inerté en 2019 n'a pu être observé sur le site.</p> <p>Les souches des 2 autres piézomètres ont également été reprises :</p> <ul style="list-style-type: none"> - installation de panneaux d'information, - reprise des margelles en béton, - pose de clapets sécurisés pour fermer les tubes. <p>Les piézomètres sont désormais identifiés comme suit : P7, P8 et P9.</p> <p>- <u>Rappel</u> : Pour tout nouveau piézomètre d'une profondeur supérieure à 10 m, il est obligatoire de déclarer le piézomètre au titre du Code Minier (déclaration numérique : https://duplos.developpement-durable.gouv.fr/#/). Dans le cas présent, le piézomètre concerné</p>

<p>aurait une profondeur d'environ 12 m.</p> <p>Au regard de cette réglementation, le numéro de piézomètre indiqué sur le panneau devrait ainsi commencer par « BSS... ».</p> <p>Suite à la demande de l'IIC, un plan localisant l'ensemble des piézomètres mis à jour a été transmis post inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'IIC attend de la part de l'exploitant un justificatif détaillant le choix du positionnement du nouveau piézomètre et de sa déclaration sur l'outil numérique DUPLOS.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Levée de mise en demeure</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Consignes d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2016, article 6.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 11/10/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comprenant explicitement les vérifications à effectuer, en condition d'exploitation normale, en période de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>En salle, l'exploitant a présenté les consignes d'exploitation du site. Il est toutefois constaté que ce document ne comporte aucune information relative à la phase d'exploitation active, notamment concernant les modalités d'apport et de réception des sédiments.</p> <p>L'exploitant indique qu'aucun apport de sédiments n'a eu lieu depuis plusieurs années et que le site est considéré comme étant à l'arrêt.</p> <p>Dans la mesure où l'exploitant nous a confirmé ne pas avoir en projet d'accueillir de nouveaux sédiments sur le site, l'engagement par l'exploitant d'une procédure de cessation d'activité est à privilégier par l'exploitant. A défaut, une mise à jour de la consigne d'exploitation serait à prévoir.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Dans l'attente d'une décision définitive concernant la cessation d'activité sur le site, l'exploitant doit s'engager, par un écrit adressé à l'IIC, à mettre à jour la consigne d'exploitation (modalités d'apport et de réception des sédiments) dans le cas où de nouveaux sédiments devraient être stockés sur le site, et cela préalablement à la réception du premier volume entrant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Levée de mise en demeure, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Rapport annuel d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 28
Thème(s) : Risques chroniques, rapport annuel d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 11/10/2024
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport annuel d'activité comportant une synthèse des mesures et contrôles réalisés sur le site pendant l'année écoulée et, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation de l'installation de stockage.</p>
Constats : <p>L'IIC informe l'exploitant qu'elle n'a pas retrouvé de traces d'envoi des rapports d'activités des années précédentes.</p> <p>L'exploitant a présenté en séance les rapports d'activité relatifs aux années 2023, 2024 et 2025.</p> <p>En complément, l'exploitant a présenté un tableau récapitulatif des visites de contrôle, détaillant les événements survenus sur le site ainsi que les analyses réalisées.</p> <p>Suite à la demande de l'IIC, l'exploitant a transmis post inspection les rapports d'activités 2023, 2024 et 2025. Ces rapports n'appellent pas d'observation de la part de l'IIC.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 7 : Plan d'action nationale relative aux PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
--

Thème(s) : Produits chimiques, Rejets d'eaux
Prescription contrôlée : L'arrêté du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux (PFAS), des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) relevant du régime de l'autorisation s'applique en plus des prélèvements obligatoires de la rubrique 2760. <i>"L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale."</i>
Constats : Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis les résultats des 3 campagnes de mesure PFAS réalisées. Cependant, les résultats n'ont pas été saisis dans GIDAF. L'IIC constate que les prélèvements sont réalisés dans le bassin de rétention et non à l'exutoire.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'IIC demande à l'exploitant que l'ensemble des prélèvements soit dorénavant réalisé au niveau du regard R3, qui doit être déclaré comme nouveau point de prélèvement. L'IIC demande à l'exploitant de saisir les 3 campagnes de mesures PFAS dans GIDAF.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Rejet eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2016, article 9-2
Thème(s) : Risques chroniques, Effluents
Prescription contrôlée : Les seuls effluents générés sur le site sont les eaux de ruissellement et les lixiviats en provenance des géotubes : ils sont décantés avant rejet au milieu naturel, dans le port du Dahouët. [...] Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé. [...] Les effluents rejetés doivent respecter les caractéristiques suivantes : - Température : 30°C - pH : compris entre 5,5 et 8,5

<p>- Couleur : inférieur à 100mg Pt/l</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies. Les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24h.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare qu'il est en attente des résultats de la dernière analyse et qu'il respecte les prélèvements en semestriel.</p> <p>Cependant, aucun résultat n'a été saisi sur GIDAF.</p> <p>Lors du passage en salle, l'IIC et l'exploitant ont visualisé l'accès aux masques de saisies GIDAF. L'exploitant doit maintenant être en mesure de saisir les résultats des analyses.</p> <p>Les rapports des prélèvements des 02/04/25 et 30/10/25 ont été transmis post inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'iic demande à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Saisir les résultats des analyses de l'année 2025 sur GIDAF, - S'assurer que l'ensemble des prélèvements soient bien effectués au niveau du point de prélèvement référencé R3.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 9 : Lixiviat

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 13</p>
<p>Thème(s) : Autre, Arrêté du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'installation est équipée d'un dispositif de collecte et de traitement des lixiviats de manière à prévenir la pollution des eaux superficielles et souterraines. Le fond de chaque casier est équipé d'un réseau de captage gravitaire des lixiviats vers un puisard disposé en point bas. En cas d'impossibilité technique d'évacuation gravitaire, les lixiviats sont pompés puis rejetés dans le bassin de stockage de lixiviats. Dans ce cas, chaque système de collecte des lixiviats est équipé des dispositifs nécessaires au contrôle du bon fonctionnement des équipements de pompage et de leur efficacité pendant la période d'exploitation et de suivi long terme. Pour les casiers en sortie gravitaire, le collecteur alimentant le ou les bassins de stockage des lixiviats est muni d'une vanne d'obturation. Le dispositif de collecte des lixiviats est conçu de manière à ce que, hors période de ressuyage, la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier n'excède pas de préférence 30 centimètres au-dessus de la géomembrane mentionnée à l'article 9, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante. Ce niveau peut être contrôlé. Le risque de pollution des sols en cas de rupture de tout élément du réseau de collecte des lixiviats implanté à l'extérieur des casiers est pris en compte selon des modalités définies dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>II. - Les bassins de stockage de lixiviats sont étanches et résistants aux substances contenues dans les lixiviats. Leurs dispositifs d'étanchéité sont constitués, du haut vers le bas, d'une</p>

géomembrane et d'une barrière d'étanchéité passive présentant une perméabilité égale ou inférieure ou égale à 1.10^{-9} m/s sur une épaisseur d'au moins 50 centimètres ou tout système équivalent. Leurs capacités minimales correspondante à la quantité de lixiviats produite en quinze jours en période de pluviométrie décennale maximale qui pourra être adaptée au territoire. Le bassin de stockage des lixiviats est équipé des dispositifs dédiés nécessaires au relevage des lixiviats. Cette capacité intègre un volume de réserve qui n'est utilisé qu'en cas d'aléa. Un repère visible en permanence positionné en paroi interne du bassin matérialise le volume de réserve. La zone des bassins de stockage des lixiviats est équipée d'une clôture sur tout son périmètre. L'exploitant positionne à proximité immédiate du bassin les dispositifs et équipements suivants :

- une bouée ;
- une échelle par bassin ;
- une signalisation rappelant les risques ;
- les équipements de sécurité obligatoires.

Le bassin de stockage de lixiviats est équipé d'un dispositif permettant d'arrêter l'alimentation en lixiviat pour prévenir tout débordement.

III. - Les équipements de traitement des lixiviats sont conçus pour satisfaire les critères minimaux définis à l'annexe II. Seuls les lixiviats respectant les critères fixés à l'annexe II sont rejetés dans le milieu naturel. Les points de rejet dans le milieu naturel des lixiviats traités sont en nombre aussi réduit que possible. Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Ils sont aménagés de manière à réduire autant que possible les perturbations apportées au milieu récepteur aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation du milieu à proximité immédiate et à l'aval de celui, et à ne pas gêner la navigation.

IV. - Pour les installations nouvelles, le traitement des lixiviats, est réalisé selon la hiérarchie suivante :

1. Traitement dans une installation implantée dans le périmètre de l'installation génératrice de lixiviats ;
2. Traitement dans une installation implantée dans une installation de stockage de déchets non dangereux disposant des autorisations nécessaires ;
3. Uniquement en cas de défaillances ponctuelles des traitements prévus aux deux points précédents : traitement dans une installation de traitement de déchets autorisée à recevoir ce type d'effluents disposant des autorisations nécessaires.

Constats :

Les lixiviats sont captés et envoyés vers le bassin de rétention de façon gravitaire.

Le bassin est équipé des éléments de sécurité mentionnés au II de l'article et a récemment été clôturé.

L'exploitant indique qu'aucun entretien du bassin n'a été réalisé depuis la reprise en charge du site en 2023.

L'exutoire est équipé d'une vanne guillotine, en état de fonctionnement. La démonstration en a été faite lors de la visite. Il est localisé au niveau du regard identifié « R3 ».

L'inspection constate que l'identification est nouvelle et qu'elle ne figure pas sur les documents portés à sa connaissance.

Le plan mis à jour a été transmis post inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Ce nouvel intitulé de regard devra être reporté sur le plan du site afin d'assurer la cohérence entre le terrain et les documents de référence.

Type de suites proposées : Sans suite